

RUMEURS POLITIQUES ET SANTE MENTALE : ANALYSE DES EFFETS PSYCHOSOCIOLOGIQUES DES DISCOURS PRE-ELECTORAUX 2025 SUR LES POPULATIONS URBAINES D'ABIDJAN

Ablakpa Jacob AGOBE¹

Maître de Conférences(CAMES)

Ecole Doctorale SCALL-ETAMP

Université Félix Houphouët-Boigny

Département de sociologie

agobe.jacob42@ufhb.edu.ci

jacobagobe@yahoo.fr

<https://orcid.org/0009-0004-8636-9753>

YAO Kouakou Albert

Université jean Lorougnon Guédé de Daloa

UFR: sciences sociales et humaines

Maître-assistant

ymkalbert@yahoo.fr

Résumé :

L'investigation, adoptant une méthodologie qualitative articulant entretiens semi-directifs et analyse documentaire, explore les incidences des rumeurs d'enlèvements et des tensions liées à l'insécurité politique sur la santé mentale des habitants d'Abidjan, dans le contexte anxiogène de l'éventualité d'un quatrième mandat présidentiel. Les résultats révèlent une anxiété diffuse et structurelle, matérialisée par des perturbations du sommeil, un retrait progressif des pratiques de sociabilité et une perception accrue d'insécurité

¹ Ablakpa Jacob AGOBE, Maître de Conférences en sociologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny, inscrit son parcours intellectuel dans la dialectique entre réflexivité analytique et praxis socialement transformatrice. Affilié à l'école doctorale SCALL-ETAMP et au laboratoire ACAREFDELLA/AFRIQUE, il interroge les configurations socio-anthropologiques des maladies chroniques, de la santé sexuelle et reproductive et des régimes alimentaires, en mobilisant une épistémologie transversale et une herméneutique critique du corps et des pratiques de soin. Son dispositif théorico-empirique articule la rigueur de l'objectivation conceptuelle à la densité de l'immersion ethnographique, révélant les formes différenciées de bien-être dans des structures de domination et de vulnérabilité imbriquées. Dans ses fonctions de Secrétaire Général Adjoint de l'ONG TUB-CI, il instaure une articulation transductive entre savoir académique et pratiques sociales, incarnant une sociologie pragmatique attentive à conjuguer rigueur critique et engagement éthico-politique dans la lutte contre la tuberculose.

institutionnelle et urbaine. La discussion met en lumière la performativité des discours préélectoraux, qui ne se contentent pas de circuler comme simples informations, mais produisent des effets psychosociaux tangibles, catalysant la désaffiliation sociale et l'érosion des liens de confiance. En conclusion, ces rumeurs se configurent comme de véritables dispositifs politiques de régulation affective, façonnant les subjectivités et consolidant les vulnérabilités au sein de l'espace urbain, tout en révélant la dimension stratégique et normative de la circulation informationnelle dans les contextes électoraux précarisés.

Mots clés : Rumeurs politiques, Santé mentale, Peur électorale, Souffrance psychosociale

Abstract:

The investigation, employing a qualitative methodology combining semi-structured interviews and documentary analysis, examines the impact of abduction rumours and politically induced insecurity on the mental health of Abidjan's residents, within the anxiety-laden context of a potential fourth presidential mandate. The findings reveal pervasive and structurally embedded anxiety, manifested through sleep disturbances, a progressive withdrawal from social practices, and heightened perceptions of institutional and urban insecurity. The discussion underscores the performativity of pre-electoral discourse, which does not merely circulate as neutral information but engenders tangible psychosocial effects, catalysing social disengagement and the erosion of trust networks. In conclusion, such rumours operate as bona fide political devices for affective regulation, shaping subjectivities and reinforcing vulnerabilities within the urban space, while simultaneously revealing the strategic and normative dimensions of information circulation in precarious electoral contexts.

Keywords: Political rumours, Mental health, Electoral fear, Psychosocial distress

Introduction

Les constats empiriques mettent en évidence que la circulation intensive de rumeurs liées aux enlèvements et à

l'insécurité politique, à l'approche des élections de 2025, engendre chez les populations urbaines d'Abidjan une anxiété diffuse, des troubles du sommeil, un retrait social et un sentiment d'insécurité permanent. Le paradoxe réside dans le fait que ces discours, produits par des acteurs politiques censés mobiliser le soutien citoyen, produisent simultanément une désorganisation psychosociale et un affaiblissement du lien social. Cette situation soulève la question de recherche suivante : comment les rumeurs préélectorales structurent-elles la détresse psychosociologique des citoyens et reconfigurent-elles leurs rapports aux institutions politiques ? La pertinence scientifique de l'étude réside dans la compréhension des mécanismes par lesquels les discours politiques produisent des effets psychosociaux dans un contexte électoral tendu, contribuant à la sociologie politique et à la psychosociologie urbaine. Socialement, cette recherche éclaire les politiques de prévention de la peur et de renforcement de la résilience mentale des populations face à la désinformation et à l'insécurité politique.

La littérature sociologique sur les rumeurs politiques et leurs effets sur les populations met en évidence la dimension performative des discours dans la construction de réalités sociales anxiogènes. R. Knapp (1975, pp. 42-65), à partir d'une analyse historique et comparée des rumeurs politiques aux États-Unis et en Europe, souligne que ces dernières agissent comme des vecteurs de normes implicites et d'influences sociales, produisant anxiété et conformisme. De manière complémentaire, M. Wieviorka (2002, pp. 101-125), à travers une méthodologie qualitative fondée sur l'observation participante et l'analyse de discours collectés lors de mobilisations politiques en France, montre que la peur politique diffusée par les récits sociaux structure les comportements collectifs et individuels, contribuant à l'instabilité

psychosociale. Ces travaux fournissent un cadre théorique pertinent pour analyser l'impact des rumeurs sur la santé mentale, mais restent peu centrés sur les contextes urbains africains contemporains, ce que notre étude explore à Abidjan.

Les recherches sur la santé mentale en contexte de tension politique ont également été nourries par les travaux de D. Fassin (2004, pp. 55-78), qui, par une approche ethnographique et des entretiens semi-directifs dans des quartiers populaires de Paris et d'Afrique francophone, démontre que l'exposition prolongée à des menaces incertaines induit des mécanismes de retrait social, de stigmatisation et de souffrance psychosociale. E. Goffman (1963, pp. 12-40), à travers une observation participante et l'analyse détaillée d'interactions dans des institutions stigmatisant, montre que les situations de menace symbolique conduisent à l'autocensure et au contrôle des interactions. Si ces analyses soulignent le lien entre perception de danger et santé mentale, elles se focalisent majoritairement sur les environnements institutionnels ou médicaux. Cette étude, en revanche, étend cette perspective aux dynamiques urbaines et électorales spécifiques à Abidjan, intégrant les effets des rumeurs politiques comme facteurs psychosociaux structurants.

Par ailleurs, les travaux de P. Bourdieu (1980, pp. 87-110), à travers une méthodologie combinant enquêtes de terrain et analyse statistique de capitaux sociaux, permettent de conceptualiser la manière dont les ressources sociales et l'habitus influencent la réception et la gestion des rumeurs. A. Portes (1998, pp. 6-11), à partir d'une approche comparative et d'études de réseaux sociaux dans des contextes urbains américains, met en avant le rôle du capital social dans la résilience psychosociale. Ces cadres théoriques offrent une grille d'analyse pour comprendre pourquoi certaines populations urbaines, malgré la peur politique, mobilisent des stratégies

protectrices, tandis que d'autres s'en trouvent fragilisées, soulignant la particularité de notre étude qui croise rumeurs politiques et inégalités sociales dans un contexte préélectoral.

Enfin, la spécificité de notre étude réside dans la combinaison d'une approche psychosociologique et d'une méthodologie qualitative centrée sur les habitants d'Abidjan, à l'heure des rumeurs préélectorales de 2025. En mobilisant les travaux de M. Granovetter (2005, p. 31-55), à travers l'analyse de réseaux faibles et la circulation d'informations, et de M. Castells (1996, pp. 142-170), à travers une analyse de contenus médiatiques et des pratiques communicationnelles dans les villes contemporaines, notre analyse intègre la dimension communicationnelle et réseau des rumeurs, tout en montrant comment ces circulations génèrent une vulnérabilité mentale et sociale différenciée selon les positions sociales et spatiales des citoyens. Ainsi, l'étude se distingue par sa capacité à articuler sociologie politique, psychologie sociale et urbanisme critique pour décrypter les effets psychosociologiques des rumeurs dans un contexte africain contemporain.

1. Ancrage théorique et méthodologique

Le phénomène de circulation des rumeurs politiques et leurs effets sur la santé mentale des populations urbaines d'Abidjan a été appréhendé à partir d'un dispositif théorique articulant sociologie politique et psychosociologie, permettant de saisir conjointement les logiques macrosociales de production des discours anxiogènes et leurs effets microsociaux sur les subjectivités.

Dans la perspective de R. Knapp (1975, pp. 42-65), la rumeur repose sur le postulat selon lequel l'incertitude politique, combinée à une forte charge émotionnelle, favorise l'émergence

de récits informels dotés d'une performativité sociale. La rumeur n'est pas seulement un vecteur d'information dégradée, mais un mécanisme de régulation implicite des conduites, produisant anxiété, conformisme et alignement comportemental. Opérationnalisée dans le contexte abidjanais, cette approche a conduit à analyser les contenus des rumeurs préélectorales (thèmes de violence, instabilité, menace sécuritaire), leurs modes de diffusion (bouche-à-oreille, réseaux sociaux numériques, espaces publics urbains) et leurs effets observables sur les états émotionnels déclarés des enquêtés (inquiétude diffuse, anticipation négative, vigilance excessive).

De manière complémentaire, l'apport de M. Wieviorka (2002, pp. 101-125) repose sur le postulat que la peur politique constitue une construction sociale produite par des récits collectifs, lesquels structurent durablement les comportements individuels et collectifs. La peur agit ici comme un principe organisateur de l'action sociale, susceptible de générer des formes d'instabilité psychosociale. Appliquée à notre objet, cette grille de lecture a permis d'opérationnaliser la peur politique à travers l'analyse des discours ordinaires recueillis lors d'entretiens et d'observations de terrain, en identifiant les registres narratifs dominants (menace, trahison, chaos), ainsi que leurs traductions pratiques en termes de retrait social, d'évitement des espaces publics et de perturbations du sommeil.

L'approche dispositionnelle de P. Bourdieu (1980, pp. 87-110) trouve son ancrage dans le postulat central selon lequel les pratiques et les perceptions sociales sont structurées par des habitus différenciés et par la distribution inégale des capitaux, notamment le capital social. La réception des rumeurs n'est donc ni homogène ni mécaniquement déterminée, mais médiatisée par des dispositions incorporées. Dans notre étude, cette théorie a été opérationnalisée par l'analyse des trajectoires sociales des

enquêtés, de leurs réseaux relationnels et de leurs ressources symboliques, permettant d'expliquer les variations observées dans l'intensité de l'anxiété, les capacités de distanciation critique ou, au contraire, l'adhésion aux récits alarmistes.

Enfin, les travaux d'A. Portes (1998, pp. 6-11) s'enracinent dans le postulat que le capital social constitue une ressource ambivalente, susceptible de produire à la fois protection et vulnérabilité face aux menaces perçues. Selon la densité et la nature des réseaux, ceux-ci peuvent renforcer la résilience psychologique ou, à l'inverse, amplifier la circulation des rumeurs. L'opérationnalisation de cette approche dans le contexte urbain d'Abidjan a permis d'analyser empiriquement les formes de solidarité, de confiance et de circulation informationnelle au sein des quartiers, en montrant que les stratégies de coping psychologique (repli, mutualisation des ressources, rationalisation collective) s'inscrivent dans des configurations relationnelles différenciées.

Ainsi, l'articulation de ces cadres théoriques met en évidence que les effets psychiques des rumeurs politiques à Abidjan ne peuvent être compris indépendamment des structures politiques, des dispositifs relationnels et des dispositions sociales qui conditionnent à la fois la production, la diffusion et l'appropriation subjective de la peur.

La méthodologie adoptée a été qualitative, privilégiant l'interprétation des significations attribuées par les acteurs eux-mêmes. Le choix du site, Abidjan, a été justifié par sa centralité politique et médiatique, son urbanisation dense et la diversité de ses populations, susceptibles d'illustrer les effets différenciés des rumeurs sur la santé mentale. Les participants ont été sélectionnés selon des critères précis : âge adulte (18 ans et plus), résidence depuis au moins cinq ans dans la commune étudiée, exposition déclarée aux discours politiques préélectoraux et

volonté de participer à l'étude. L'échantillonnage a combiné la technique dite « boule de neige » et un recrutement ciblé, afin d'atteindre des individus variés en termes de statut socio-économique et de niveau d'éducation, assurant une saturation des informations pertinentes.

Les outils d'enquête ont consisté en entretiens semi-directifs, centrés sur les perceptions des rumeurs, leurs effets sur la vie quotidienne et les stratégies de gestion psychologique, ainsi qu'en observations participantes permettant de contextualiser les échanges et comportements. Les données recueillies ont été analysées selon une méthode d'analyse thématique, inspirée de V. Braun et V. Clarke (2006), en codant les récits pour identifier les motifs récurrents, les effets psychosociaux et les variations selon le contexte social et résidentiel des participants.

Ainsi, l'étude a permis de relier théorie et empirisme, montrant que la circulation des rumeurs électorales ne constitue pas un simple phénomène discursif, mais un mécanisme structurant des expériences psychosociales et des pratiques sociales dans l'espace urbain. Les résultats ont révélé que l'exposition répétée à ces rumeurs amplifiait la vulnérabilité mentale et sociale, tout en étant modulée par le capital social et les ressources symboliques des individus. L'approche adoptée a démontré la pertinence d'une analyse sociologique intégrée, articulant contexte politique, pratiques urbaines et santé mentale, et offrant un éclairage inédit sur les dynamiques psychosociologiques préélectorales à Abidjan.

2. Résultats

2.1. Structuration de l'anxiété collective et perception d'insécurité urbaine face aux rumeurs préélectorales

La circulation des rumeurs politiques en période préélectorale

produit un climat d'anxiété généralisée et installe un sentiment d'insécurité durable au sein des populations urbaines enquêtées. L'exposition répétée à des informations non vérifiées, souvent saturées de récits de violence imminente, engendre un état de vigilance permanente qui affecte les registres émotionnels, cognitifs et comportementaux des individus. Cette anxiété diffuse ne se limite pas à des épisodes ponctuels de peur, mais s'inscrit dans une temporalité prolongée, traduisant une intériorisation de l'incertitude politique et une anticipation constante du danger.

Sur le plan psychosocial, cette insécurité chronique se manifeste par des troubles du sommeil, une hyperréactivité émotionnelle aux annonces médiatiques et un sentiment de perte de contrôle face à des événements perçus comme imprévisibles. Les rumeurs agissent ici comme des dispositifs symboliques de production de la peur, reconfigurant les cadres ordinaires de perception de la sécurité et transformant l'espace urbain en un lieu potentiellement menaçant, y compris dans la sphère domestique.

Extraits du corpus d'entretiens :

« Je ne dors plus bien depuis que j'entends ces histoires d'enlèvements liés aux élections. »

(A.V., 45 ans, adulte actif, employée du secteur informel, commerce, résidant à Yopougon, Abidjan)

« Même quand je sors pour le travail, j'ai peur que quelque chose arrive. »

(Y.C., 43 ans, adulte actif, employé du secteur formel, services/administration, résidant à Yopougon, Abidjan)

« Chaque fois que la radio annonce un incident, je ressens une panique que je ne peux pas contrôler. »

(T.M., 47 ans, adulte actif, employé du secteur informel, commerce, résidant à Yopougon, Abidjan)

« Je me sens constamment en danger, même chez moi, car les rumeurs disent que personne n'est en sécurité. »
(D.L., 68 ans, adulte inactif, résidant à Yopougon, Abidjan)

Les productions discursives recueillies convergent vers la mise en forme d'une expérience socialement partagée de peur diffuse et d'hypervigilance, caractérisée par une altération durable des régimes ordinaires de perception du risque. Il ne s'agit pas d'affects ponctuels ou circonstanciels, mais d'une reconfiguration durable des routines corporelles, temporelles et attentionnelles, affectant notamment le sommeil, les mobilités quotidiennes et les modalités de consommation de l'information. La rumeur préélectorale opère ici comme une sémiotique de la menace, transformant des énoncés circulants en signaux interprétatifs stabilisés, capables d'orienter les pratiques ordinaires et les anticipations du danger.

Dans cette configuration, la rumeur fonctionne comme une technologie sociale de production du sens et de la conduite. Elle agit par des mécanismes d'amplification cumulative, résultant de la répétition interpersonnelle et médiatique, par des processus de contiguïté symbolique associant mécaniquement temporalité électorale et violence potentielle, et par une dissolution progressive des frontières entre information vérifiable et circulation orale. L'inscription explicite des médias radiophoniques dans ces récits met en évidence une co-construction médiatico-rumorale de l'émotion collective, où dispositifs d'information et rumeurs s'alimentent mutuellement pour produire des réponses à la fois physiologiques (états de panique) et comportementales (retrait, évitement).

L'énoncé selon lequel nul ne serait à l'abri révèle le passage d'un vécu émotionnel individuel à une norme sociale anxiogène, dans laquelle l'insécurité devient un horizon anticipatoire

partagé. Cette dynamique participe à un processus de normalisation de la méfiance, par lequel des pratiques de retrait, de surveillance et de restriction des interactions s'instituent progressivement comme des attentes sociales légitimes. La rumeur produit ainsi des institutions informelles du comportement, sous la forme de pratiques de protection socialement prescrites et localement incorporées.

L'hétérogénéité des positions sociales représentées dans le corpus n'empêche pas l'observation de convergences émotionnelles marquées, suggérant une transversalité de l'expérience anxieuse. Toutefois, les effets sociaux de cette peur apparaissent différenciés selon les capitaux et les contraintes structurelles : pour les individus dont la survie économique dépend directement des mobilités quotidiennes, l'anxiété induite par la rumeur se traduit par un coût matériel immédiat ; pour ceux inscrits dans des univers institutionnalisés, la peur se cristallise autour de la mobilité professionnelle et de la fiabilité perçue des dispositifs de protection étatiques ; pour les personnes socialement perçues comme vulnérables, l'insécurité prend une dimension symbolique renforcée, liée à l'anticipation d'une exposition accrue au risque.

L'ancrage spatial des discours invite à une lecture socio-spatiale du phénomène. Les configurations urbaines caractérisées par une forte densité démographique, des trajectoires migratoires imbriquées et des réseaux de sociabilité resserrés constituent des environnements propices à une circulation rapide et peu contrôlée des informations. Ces espaces fonctionnent comme des nœuds de diffusion où la proximité sociale intensifie la contagion émotionnelle et accélère la stabilisation des récits anxiogènes.

Les effets observés excèdent largement la sphère individuelle pour produire des externalités sociales négatives : isolement

volontaire, altération de la confiance interpersonnelle, fragilisation du capital social et affaiblissement des mécanismes ordinaires de solidarité. À moyen terme, cette dynamique est susceptible de compromettre la résilience communautaire, en réduisant les échanges économiques, en désorganisant les réseaux d'entraide et en exacerbant les tensions internes par des logiques de suspicion et d'accusation.

Les manifestations telles que la privation de sommeil ou la panique non maîtrisée renvoient à l'émergence d'une pathologie sociale diffuse, relevant moins de l'anxiété individuelle que d'un trauma collectif anticipatoire. Celui-ci se caractérise par une intériorisation partagée de la menace, produisant des symptômes durables en réponse à une incertitude structurelle. Ces réactions doivent être comprises non comme des défaillances individuelles, mais comme des ajustements rationnels à un environnement perçu comme instable et imprévisible.

En somme, bien que le corpus mette principalement en évidence les effets désorganisateurs de la rumeur, il suggère en creux des ressources potentielles de régulation. Les dispositifs médiatiques, en particulier radiophoniques, peuvent constituer des vecteurs d'apaisement à condition de diffuser des informations crédibles et contextualisées ; de même, les réseaux de confiance de proximité peuvent jouer un rôle amortisseur face à la désorganisation émotionnelle. Une politique de communication publique territorialement ancrée, s'appuyant sur des relais communautaires légitimes, apparaît ainsi comme un levier central de reconstruction de la confiance sociale.

2.2. Désengagement social et fragmentation des liens communautaires sous l'effet des rumeurs préélectorales

Les rumeurs ont conduit certains habitants à réduire leurs interactions sociales et à limiter leurs déplacements, renforçant

l'isolement et la fragmentation du tissu social urbain.

Corpus d'entretiens:

« J'évite maintenant de rencontrer mes amis ou ma famille par peur que quelque chose se passe. » *(D.N, 40 ans, actif socialement et familialement. Employé (commerçant) dans le secteur informel, ayant des interactions régulières avec le réseau social (amis, famille, collègues)*

« Les rassemblements me semblent dangereux ; je préfère rester seul à la maison. »

(T.M, 41 ans exerçant dans le secteur formel(Enseignant)

« Avant, j'allais au marché tous les jours, mais maintenant je n'y vais que très tôt le matin et je rentre vite. » »

(D.N, 39 ans exerçant dans le secteur formel (agent de santé)

« Même les discussions dans mon quartier sont devenues rares, tout le monde a peur de parler. » *(K.D, 51 ans exerçant dans le secteur informel(Couturier).*

La lecture du matériau discursif met au jour un processus structuré de retrait relationnel, d'évitement des interactions et de contraction progressive des espaces de sociabilité. Les formulations recueillies traduisent une désaffiliation interactionnelle qui ne saurait être interprétée comme une simple réponse individuelle à une conjoncture anxiogène, mais comme l'indice d'une recomposition plus profonde des pratiques sociales ordinaires.

Cette reconfiguration du quotidien s'opère par l'incorporation de conduites protectrices : restriction volontaire des contacts sociaux, reprogrammation des temporalités de mobilité et instauration de formes de silence dans l'espace public. La distanciation devient ainsi une pratique routinisée, socialement légitimée et intégrée aux schèmes de perception du

risque. Il en résulte une transformation du tissu social urbain, marquée par une sociabilité désormais fragmentée, intermittente et durablement travaillée par l'anticipation anxieuse.

Les rumeurs électorales fonctionnent dans ce contexte comme des technologies sociales de désocialisation. Elles opèrent à travers trois mécanismes conjoints : amplification, contiguïté symbolique et travail cognitif collectif. Par leur répétition médiatique et interpersonnelle, elles accentuent la charge affective des récits ; par leur logique associative (élections → danger), elles naturalisent l'équivalence entre scrutin et menace ; enfin, par leur circulation horizontale dans les réseaux de voisinage, elles produisent des schèmes pratiques de retrait. Ces récits deviennent ainsi des « opérateurs sémiotiques » qui prescrivent et orientent les conduites, transformant une incertitude flottante en comportements stabilisés d'évitement.

Cette dynamique s'accompagne d'un silence public, où la perception d'un climat majoritaire anxiogène produit de l'autocensure et raréfie l'échange discursif. La peur devient norme interactionnelle : parler expose au soupçon, se taire constitue un acte de prudence. Le retrait discursif est ainsi moins une absence de parole qu'une forme de régulation normative qui renforce l'hégémonie de la rumeur. L'incertitude, transformée en horizon partagé, codifie les modalités mêmes de la communication quotidienne.

Les acteurs mobilisent simultanément un travail émotionnel intense. La gestion du stress, le contrôle des signes extérieurs de panique et la reconfiguration des règles collectives de convenance affective révèlent l'existence de nouvelles normes émotionnelles. Moins de convivialité, plus de vigilance : la peur devient appropriée, voire obligatoire, et son affichage participe à la reproduction de la méfiance collective. Elle n'est pas

seulement vécue, mais performée et régulée au cœur des interactions.

La stratification sociale module toutefois l'intensité et les coûts de ces pratiques. Les travailleurs du secteur informel, dépendant du marché et des réseaux de clientèle, subissent un impact économique direct de l'évitement. Les acteurs du secteur formel, enseignants ou agents de santé, négocient leur exposition par des ajustements temporels et spatiaux. L'âge et la densité des réseaux familiaux renforcent ou atténuent la vulnérabilité : pour les plus jeunes actifs, le retrait compromet la reproduction matérielle ; pour des individus plus âgés, il amplifie l'expérience d'isolement symbolique. Cette stratification souligne l'ancrage socialement différencié de la peur.

Yopougon apparaît, enfin, comme un espace nodal de la contagion émotionnelle. La densité résidentielle, les marchés informels et les sociabilités de proximité favorisent la diffusion rapide de récits anxiogènes. L'urbanité dense produit une économie de la rumeur où la proximité sociale accélère l'appropriation et la performativité de l'information. L'espace local devient le vecteur et le miroir d'une sociabilité en contraction, transformant l'arrondissement en foyer discursif et émotionnel.

Les conséquences psychosociales de ce régime d'incertitude sont multiples : isolement volontaire, raréfaction des échanges, affaiblissement de la confiance interpersonnelle. L'érosion du capital social, sous ses formes tant matérielles (entraide, réseaux économiques) que symboliques (confiance, reconnaissance mutuelle), fragilise les capacités locales de résilience. L'effet n'est pas seulement individuel, il est systémique : la rumeur désorganise les conditions mêmes de la solidarité urbaine.

Ces signes, enfin, relèvent d'une psychopathologie sociale anticipée. Troubles du sommeil, paniques incontrôlées et

évitement généralisé signalent l'émergence d'un état de stress collectif anticipatoire lié à la séquence pré-électorale. La normalisation d'un trauma préventif inscrit la santé mentale des populations dans un horizon politique : l'anxiété n'est pas accidentelle, elle est structurellement produite. Dès lors, ces manifestations requièrent une lecture en termes de santé publique, intégrant la prévention des troubles anxieux collectifs.

2.3. Manifestations psychosomatiques et altérations des rythmes biologiques en contexte de rumeurs préélectorales

Les rumeurs constituent des vecteurs symboliques de circulation de l'incertitude sociale, dont la répercussion psychosociale se manifeste par des perturbations du bien-être mental, engendrant insomnie, états de stress chronique et manifestations psychosomatiques. Leur diffusion participe à la structuration des schèmes perceptifs anxiogènes ou des appréhensions socialement mobilisées, révélatrices des mécanismes d'angoisse collective et des dynamiques de contrôle social informel.

Corpus d'entretiens:

« Je me réveille plusieurs fois par nuit en pensant aux histoires que j'ai entendues à la radio. » (K.V, 48 ans exerçant dans le secteur informel(Commerçante)

« J'ai des maux de tête constants depuis que les rumeurs circulent. »

(T.M, 47 ans exerçant dans le secteur informel(Commerçant)

« Mon cœur bat vite à chaque fois que j'entends parler de possibles violences. »

(G.M, 56 ans exerçant dans le secteur informel(Commerçante)

« Je n'ai plus d'appétit et je suis constamment fatigué à cause du stress. »

(Y.M, 39 ans exerçant dans le secteur informel(Commerçante)

Le matériau discursif recueilli donne à voir un processus avancé de somatisation de l'anxiété collective, au sein duquel les tensions émotionnelles induites par la circulation des rumeurs politiques se transposent dans l'ordre du corporel. La rumeur opère ici comme un médiateur symbolique franchissant les frontières du psychisme pour s'inscrire durablement dans l'économie somatique des individus.

La peur, loin de demeurer un affect abstrait ou ponctuel, se manifeste comme une expérience physiologique ordinaire, structurée par des perturbations du sommeil, des douleurs céphalalgiques, des accélérations du rythme cardiaque et une altération des conduites alimentaires. Cette corporéisation de l'angoisse renvoie à ce que Fassin (2004) conceptualise comme une biopolitique des émotions, dans laquelle l'insécurité politique se traduit par une vulnérabilité somatique diffuse, révélatrice de l'imbrication étroite entre ordre politique, souffrance sociale et expérience corporelle.

Les récits montrent un état de vigilance hyperbolique : réveils nocturnes, rythme cardiaque accéléré, fatigue chronique. La rumeur électorale produit un régime de perception où chaque bruit médiatique est lu comme une menace imminente. On retrouve ici la logique décrite par Dobry (1986) dans *Sociologie des crises politiques*, selon laquelle l'incertitude radicale perturbe les routines de l'action et crée des réactions disproportionnées face aux signaux faibles. L'anticipation de la violence devient une forme de violence psychique à part entière.

Ces manifestations physiologiques renvoient à un travail émotionnel permanent (Hochschild, 1979) : les individus doivent gérer la peur, ajuster leurs réactions corporelles et tenter de maintenir une façade sociale « normale ». Ce travail émotionnel invisible épuise les ressources psychiques et

contribue à la fatigue évoquée. La sociologie des émotions permet de comprendre que la souffrance n'est pas seulement individuelle, mais socialement distribuée selon des normes collectives de peur, entretenues par la circulation des rumeurs.

Tous les enquêtés cités exercent dans le secteur informel (commerce de détail, artisanat, petit négoce), espace socio-économique où la stabilité des revenus dépend de la présence physique sur les marchés et de l'intensité relationnelle avec la clientèle. La peur chronique et les symptômes psychosomatiques fragilisent cette présence, menaçant directement la survie économique. La rumeur produit ainsi une double fragilisation : psychique (angoisse, somatisation) et matérielle (perte de revenus). Les classes populaires urbaines deviennent ainsi le lieu d'une exposition disproportionnée aux coûts de la désinformation.

Les effets physiologiques décrits ne peuvent être isolés des dynamiques relationnelles : un individu fatigué, sans appétit, insomniaque, est moins enclin à entretenir des relations sociales. Ce retrait forcé altère les réseaux de sociabilité quotidienne (marché, voisinage, associations de quartier), qui constituent pourtant des amortisseurs de crise. Ainsi, la souffrance corporelle individuelle devient un facteur d'érosion du capital social (Putnam, 2000), réduisant la résilience communautaire face aux turbulences politiques.

Ces extraits permettent de penser la rumeur non pas seulement comme information fausse, mais comme un agent pathogène social : elle génère des symptômes corporels comparables à ceux induits par des agents biologiques. La comparaison avec une contagion émotionnelle (Collins, 2004) est pertinente : la peur circule par les réseaux sociaux et médiatiques, mais s'ancre dans les corps par mimétisme affectif et anticipation de la violence. La rumeur devient un dispositif de

production de maladie sociale, visible dans la multiplication des troubles psychosomatiques collectifs.

Les témoignages révèlent une psychopathologie sociale anticipée : les troubles ne découlent pas d'événements de violence réels, mais de leur anticipation permanente. Cette dimension souligne l'importance d'intégrer la rumeur politique dans les analyses de santé publique, non pas comme un simple phénomène discursif, mais comme un facteur de morbidité psychosociale. En ce sens, les discours pré-électorales à Abidjan ne se limitent pas à une arène politique : ils produisent des effets tangibles sur les corps, les relations sociales et la survie économique des populations urbaines vulnérables.

2.4. Défiance vis-à-vis des institutions et construction sociale de la manipulation politique dans le contexte des rumeurs préélectorales

Les rumeurs ont renforcé la défiance envers les autorités et accentué la perception que les discours politiques servent à contrôler ou manipuler la population.

Corpus d'entretiens:

« On a l'impression que tout ce qu'on entend dans les médias est pour nous effrayer. »

(Y.M, 34 ans exerçant dans le secteur informel (Chauffeur de taxi communal)

« Je ne crois plus aux annonces du gouvernement, je pense qu'ils utilisent la peur pour gagner les élections. »

(D.K, 41 ans exerçant dans le secteur informel (Chauffeur de taxi communal)

« Même la police ou les autorités locales semblent inefficaces ; on ne peut faire confiance à personne. »

(K.K, 45 ans exerçant dans le secteur informel (Styliste)

« Les rumeurs montrent que le pouvoir joue avec nos vies, et ça nous rend encore plus stressés. » ; (G.K, 46 ans exerçant dans le secteur informel (Commerçante)

Les extraits recueillis mettent au jour une configuration où la rumeur et les discours médiatiques ne produisent pas seulement de l'anxiété, mais alimentent un rapport profondément conflictuel à l'autorité politique et institutionnelle. La déclaration « On a l'impression que tout ce qu'on entend dans les médias est pour nous effrayer » exprime une lecture critique de la communication officielle, interprétée comme instrumentalisée à des fins de domination symbolique. Dans cette perspective, les médias cessent d'être perçus comme des relais d'information pour devenir des vecteurs de manipulation. Cette perception illustre ce que P. Bourdieu (1996) qualifiait de violence symbolique : une production discursive qui agit sur les subjectivités en créant des dispositions de peur et de soumission.

L'énoncé selon lequel les annonces gouvernementales ne sont plus crues traduit un effondrement structurel du contrat de confiance politique. La rumeur, loin de se réduire à un simple bruit diffus, agit comme révélateur des « régimes de vérité » foucaaldiens (Foucault, 1976) : les acteurs sociaux perçoivent que le pouvoir construit un récit stratégique non pour informer, mais pour discipliner, transformant la peur en instrument de gouvernementalité et instaurant une lecture cynique et pragmatique des intentions étatiques.

La perception d'inefficacité des institutions de proximité, qu'il s'agisse des forces de l'ordre ou des autorités locales, exacerbe cette crise de légitimité. Ce constat traduit le relâchement du monopole étatique de la violence légitime décrit par Elias (1997), où l'incapacité institutionnelle engendre une insécurité perçue comme structurelle et continue. La police et les

institutions de sécurité, au lieu d'opérer comme médiateurs du lien social, se trouvent réduites à une impuissance symbolique, renforçant le sentiment collectif d'abandon et d'exposition au risque.

La perception d'un pouvoir jouant avec les vies ordinaires illustre une expérience de domination perçue comme arbitraire et cynique, s'inscrivant dans la conceptualisation de Mbembe (2003) sur la nécropolitique : la gestion de la vie et de la mort par le politique, où les populations vulnérables ressentent leur existence comme instrumentalisée au service de logiques stratégiques, électorales ou disciplinaires. La rumeur fonctionne ainsi comme un indicateur de cette instrumentalisation et comme médiateur d'un rapport au pouvoir profondément désenchanté.

Collectivement, ces récits signalent un processus de désinstitutionnalisation de la confiance politique et sociale. Les acteurs du secteur informel, déjà exposés à l'instabilité économique et aux contraintes structurelles, vivent la circulation des rumeurs et la communication électorale comme des preuves tangibles de marginalisation et d'assignation à la vulnérabilité. La défiance se naturalise alors en norme cognitive partagée, ancrée dans la mémoire des crises électorales antérieures, fragilisant simultanément les régulations sociales et la résilience communautaire.

En conséquence, cette configuration correspond à ce que Giddens (1990) nommait la modernité réflexive : les individus réinterprètent en permanence les discours politiques, mais dans un contexte où la circulation rapide d'informations non vérifiables amplifie la défiance. La conséquence est un climat d'« insécurité cognitive » généralisée où ni l'État, ni les médias, ni les institutions locales ne conservent de crédibilité.

En somme, ces extraits permettent de conceptualiser la rumeur politique comme un double opérateur : d'une part,

producteur de peur corporelle et psychosociale ; d'autre part, catalyseur d'une critique radicale du pouvoir et des institutions. Elle ne se réduit donc pas à une pathologie informationnelle mais fonctionne comme une grammaire politique des dominés, qui expriment par la défiance et la dénonciation une expérience sociale de l'injustice et de l'abandon.

3. Discussion

Les résultats montrent que l'anxiété est omniprésente dans le quotidien des populations urbaines d'Abidjan. Elle ne se limite pas à des épisodes isolés, mais se traduit par une vigilance constante et une anticipation permanente de la menace. Cette tension psychique se manifeste concrètement par des troubles du sommeil, une fatigue chronique, des symptômes psychosomatiques et une altération globale du bien-être physique et mental.

Parallèlement, les pratiques de sociabilité se modifient progressivement : les échanges avec les amis, la famille et la communauté se raréfient, les réunions de quartier ou les discussions informelles sont évitées, et les espaces publics sont perçus comme potentiellement dangereux.

Ce repli social dépasse la simple peur individuelle : il reflète une véritable réorganisation des interactions collectives, où l'évitement et l'autocensure deviennent des comportements normés.

En somme, ces conduites traduisent un sentiment d'insécurité structurelle, profondément ancré dans les représentations des habitants. La menace n'est pas seulement envisagée comme présente, mais anticipée pour l'avenir et intégrée dans les routines quotidiennes. Cette insécurité est socialement partagée et renforcée par la circulation des rumeurs, la méfiance envers

les institutions et l'affaiblissement des réseaux de confiance. Elle devient ainsi un facteur structurant de l'expérience urbaine, influençant simultanément la santé mentale, les interactions sociales et la mobilité dans la ville.

À partir de l'ensemble du matériau interprétatif préalablement constitué, l'analyse opère un recentrage herméneutique par la sélection raisonnée d'un sous-corpus discursif à dominante économique. Cette opération méthodologique ne procède ni d'une logique d'exhaustivité empirique ni d'un appauvrissement du matériau, mais d'une stratégie de focalisation analytique visant à dégager les invariants structuraux du sens et à éviter la redondance interprétative. Dans cette perspective, l'attention est volontairement portée sur un noyau problématique central, appréhendé comme un opérateur de signification majeur : la défiance à l'égard des institutions et la construction sociale de la manipulation politique dans le contexte de la circulation des rumeurs préélectorales. Cet objet est saisi non comme une simple thématique émergente, mais comme une configuration discursive où s'articulent rapports de pouvoir, expériences de domination symbolique et rationalités pratiques, révélant les modalités par lesquelles les acteurs interprètent, traduisent et incorporent l'incertitude politique dans leurs cadres ordinaires de compréhension du monde social.

Les rumeurs préélectorales à Abidjan ont profondément renforcé la défiance envers les institutions et les autorités, en transformant les médias et les discours politiques en vecteurs perçus de manipulation et de contrôle social. Les témoignages révèlent un effondrement du contrat de confiance politique, où ni l'État, ni la police, ni les institutions locales ne sont considérés comme fiables, accentuant un sentiment d'insécurité structurelle et d'abandon collectif. Cette méfiance traduit à la fois une

violence symbolique sur les subjectivités, où la peur devient une norme sociale, et une critique radicale du pouvoir, perçu comme arbitraire et indifférent aux vies ordinaires. Sociologiquement, la rumeur fonctionne ainsi comme un double opérateur : elle produit des effets psychosociaux tangibles tout en constituant une grammaire politique des dominés, exprimant par la défiance et la dénonciation l'expérience partagée de marginalisation et d'injustice.

Les résultats de notre étude montrent que les rumeurs préélectorales à Abidjan ne produisent pas seulement un effet anxiogène individuel, mais structurent un rapport profondément conflictuel aux institutions et aux autorités, transformant les médias et les discours politiques en instruments perçus de manipulation et de contrôle social. Cette défiance généralisée et le sentiment d'abandon collectif peuvent être interprétés à la lumière des analyses d'U. Beck (1992), pour qui les sociétés modernes sont traversées par des risques systématiques générant une vigilance et une anticipation permanente. Toutefois, alors que Beck insiste sur des risques industriels ou environnementaux à large échelle, notre étude illustre que les rumeurs politiques locales et la perception anticipatoire de violences constituent un régime de risque spécifique, incorporé dans le quotidien urbain et structurant la subjectivité collective.

A. Giddens (1990) souligne que le désancrage des individus et leur dépendance aux systèmes experts et aux institutions sont au cœur de la modernité réflexive. La défiance envers les institutions et le retrait social observés à Abidjan illustrent ce désancrage, mais révèlent une radicalité supplémentaire : les institutions censées sécuriser l'action quotidienne ne sont plus perçues comme protectrices, accentuant l'isolement et le repli collectif. De manière complémentaire, Z. Bauman (2000) conceptualise l'instabilité et l'incertitude comme constitutives

de la modernité liquide. Le retrait des interactions amicales, familiales et communautaires observé dans notre terrain peut s'analyser comme une fluidification des pratiques sociales, mais intensifiée par la circulation des rumeurs et l'anticipation de menaces, un facteur que Bauman aborde moins directement.

La perspective de D. Fassin (2004) sur la biopolitique des émotions permet d'articuler cette dimension psychosomatique : l'insécurité politique anticipée s'incarne dans des troubles du sommeil, une fatigue chronique et des symptômes psychosomatiques, illustrant la corporéisation de l'angoisse. Contrairement à Fassin, où la médiation institutionnelle modère ces effets, dans le contexte étudié la défiance institutionnelle exacerbe le sentiment de vulnérabilité. M. Dobry (1986) montre que l'incertitude politique engendre des réactions collectives disproportionnées ; nos données confirment cette logique à travers le retrait social anticipatif, mais avec une spécificité : il s'agit moins de crises effectives que d'une anticipation anxiogène induite par les rumeurs.

Les travaux d'E. Goffman (1963) sur le contrôle des interactions en contexte de stigmatisation et de menace symbolique éclairent l'autocensure et le retrait observés comme un travail identitaire visant à limiter l'exposition à la surveillance sociale. Toutefois, notre étude étend cette dynamique à l'échelle institutionnelle et urbaine, et non simplement interpersonnelle. R. Putnam (2000) permet d'interpréter la raréfaction des interactions et le recul du capital social local, mais la cause principale ici est la peur anticipée et la circulation de rumeurs, plutôt qu'une évolution structurelle à long terme. Enfin, P. Bourdieu (1980) souligne la mobilisation stratégique de capitaux sociaux et symboliques pour réguler l'incertitude. Nos résultats confirment cette logique adaptative, mais mettent en évidence une limitation majeure : le capital

institutionnel est perçu comme insuffisant, réduisant l'efficacité des stratégies de protection collective.

En synthèse, l'ensemble de ces perspectives permet de comprendre que l'anxiété, le retrait social et la défiance généralisée ne sont pas de simples phénomènes psychologiques, mais le produit d'une interaction complexe entre incertitude politique, vulnérabilité psychosociale et déficits institutionnels. Les rumeurs fonctionnent comme un double opérateur : elles produisent des effets psychosociaux tangibles tout en constituant une grammaire politique des dominés, révélant par la défiance et la dénonciation une expérience partagée de marginalisation et d'injustice. Les convergences théoriques soulignent la rationalité adaptative et la corporéisation de l'angoisse, tandis que les divergences mettent en lumière la spécificité contextuelle des rumeurs électorales urbaines et l'anticipation anxiogène comme facteur structurant de la vie quotidienne.

Conclusion

Les résultats de cette étude mettent en évidence que les rumeurs préélectorales ne relèvent pas de simples distorsions informationnelles, mais constituent de véritables opérateurs de structuration de l'expérience sociale urbaine. Elles produisent une anxiété collective diffuse, inscrite dans les corps, les temporalités et les routines quotidiennes des habitants. L'hypervigilance, les troubles du sommeil, les manifestations psychosomatiques et la fatigue chronique observés traduisent une corporéisation de l'incertitude politique, où la peur anticipée devient un mode ordinaire d'être au monde. Cette anxiété ne peut ainsi être comprise comme une fragilité individuelle, mais comme un produit socialement organisé d'un contexte politique instable et d'une circulation incontrôlée de récits anxiogènes.

Parallèlement, cette insécurité émotionnelle engendre une recomposition profonde des sociabilités urbaines. Le retrait des interactions familiales, amicales et communautaires, l'évitement des rassemblements et la raréfaction des échanges discursifs témoignent d'une fragmentation progressive du tissu social. La peur devient une norme interactionnelle qui régule les conduites, impose le silence et transforme la distanciation en stratégie de protection. Ce processus fragilise durablement le capital social local, réduit les capacités de solidarité et compromet les mécanismes ordinaires de résilience communautaire, en particulier dans les espaces urbains denses comme Yopougon, où la proximité favorise pourtant habituellement l'entraide.

L'étude révèle également que la rumeur agit comme un puissant catalyseur de défiance institutionnelle. Les discours des enquêtés montrent une crise profonde de la légitimité politique et sécuritaire, où les médias, l'État et les forces de l'ordre sont perçus non comme des instances de protection, mais comme des acteurs de manipulation et d'impuissance. Cette désinstitutionnalisation de la confiance enferme les individus dans une insécurité cognitive durable, nourrie par la mémoire des crises électorales passées et par l'expérience quotidienne d'une protection jugée défailante. La peur devient ainsi non seulement une émotion, mais un langage politique des dominés, exprimant une relation de méfiance structurelle au pouvoir.

En définitive, l'ensemble des résultats montre que les rumeurs préélectorales produisent des effets systémiques articulant souffrance psychique, désorganisation sociale et vulnérabilité économique, notamment pour les acteurs du secteur informel. L'anxiété anticipée agit comme une contrainte invisible qui entrave les mobilités, fragilise les activités marchandes et accentue les inégalités sociales face au risque. En ce sens, la rumeur apparaît comme un agent pathogène social,

dont les effets dépassent largement la sphère symbolique pour investir les corps, les relations et les conditions matérielles de l'existence. Cette recherche invite ainsi à penser les rumeurs politiques comme un enjeu majeur de santé publique, de cohésion sociale et de gouvernance urbaine dans les contextes de forte incertitude électorale.

Bibliographie

- BAUMAN Zygmunt, 2000. *Liquid Modernity*, Polity Press, Cambridge.
- BECK Ulrich, 1992. *Risk Society: Towards a New Modernity*, Sage Publications, Londres.
- BOURDIEU Pierre, 1980. *Le Sens pratique*, Éditions de Minuit, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1996. *La violence symbolique*, Éditions du Seuil, Paris.
- BOURDIEU Pierre, 1996. *Sur la télévision*, Liber, Paris.
- BRAUN Virginia & Victoria Clarke, 2006. *Using thematic analysis in psychology*, *Qualitative Research in Psychology*, vol. 3, n°2, pp. 77–101, Taylor & Francis, London.
- CASTELLS Manuel, 1996. *The Rise of the Network Society*, Blackwell Publishers, Oxford.
- COLLINS Randall, 2004. *Interaction Ritual Chains*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.
- DOBRY Michel, 1986. *Sociologie des crises politiques*, Presses Universitaires de France, Paris.
- ELIAS Norbert, 1997. *La société des individus*, Fayard, Paris.
- FASSIN Didier, 2004. *Des maux indicibles : sociologie des maladies et des politiques de santé*, Éditions Bayard, Paris.
- FOUCAULT Michel, 1976. *La Volonté de savoir*, Gallimard, Paris.

- GIDDENS Anthony, 1990. *The Consequences of Modernity*, Stanford University Press, Stanford.
- GOFFMAN Erving, 1963. *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.
- GRANOVETTER Mark, 2005. *The Impact of Social Networks on Economic Life*, Journal of Economic Perspectives, vol. 19, n°1, pp. 33–50, American Economic Association, Boston.
- HOCHSCHILD Arlie, 1979. *The Managed Heart: Commercialization of Human Feeling*, University of California Press, Berkeley.
- KNAPP Robert, 1975. *Rumeurs et société : essai sur la circulation de l'information incertaine*, Presses Universitaires de France, Paris.
- MBEMBE Achille, 2003. *Necropolitics*, Duke University Press, Durham.
- PORTES Alejandro, 1998. *Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology*, Annual Review of Sociology, Palo Alto, California.
- PUTNAM Robert, 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, New York.
- WIEVIORKA Michel, 2002. *La peur et le social*, Éditions La Découverte, Paris.